

Dilemmes et ambiguïtés de l'accompagnement social des Roms migrants

Paru dans Rhizome, juillet 2012

La présence d'une population Rom migrante d'Europe de l'Est, majoritairement de Roumanie, depuis le milieu des années 1990, pose au travail social des problèmes épineux. Je n'évoquerai pas ici, sauf latéralement, la discrimination d'Etat dont cette population – de citoyenneté européenne, je le rappelle – est victime. Il reste qu'il s'agit d'une émigration familiale, comprenant des enfants, des jeunes femmes mettant au monde des enfants, des vieillards, voire des malades et des handicapés. Ils peuvent donc prétendre accéder aux services de base de santé, d'éducation, d'hébergement.

Cependant, dans les faits, ils ne bénéficient de l'aide des services sociaux institutionnels que de manière ponctuelle et sans suivi. On ne peut incriminer pour expliquer le fait une quelconque discrimination sociale ou ethnique. Le problème est plus compliqué et plus profond.

/.../

L'accompagnement comme un éternel recommencement

Ce public présente, en effet, des particularités qui expliquent l'incapacité (ou l'impuissance) des travailleurs sociaux professionnels.

La thématique de l'accès aux droits est sous-tendue par une sociologie et une philosophie de l'action qui met (relativement) en adéquation le travail social français et son public classique : l'évidence de la primauté de l'individu sur le groupe qui rend possible l'individualisation des parcours, la logique du contrat et de la réciprocité, un consensus sur les valeurs de l'Etat de droit. Elle demeure la plupart du temps dans l'implicite. Quand ce socle commun fait défaut, le travail social rencontre des difficultés : c'est la raison pour laquelle, le travail social institutionnel est mis en échec par les publics les plus exclus : SDF, jeunes marginaux, certains publics étrangers. Cet échec suscite l'offre associative, militante qui se constitue ainsi aux avant-postes de la vulnérabilité sociale et de l'exclusion. Mais celle-ci, co-contractante avec l'Etat des missions de service public, se professionnalise et s'institutionnalise à son tour - finissant par adopter les normes de l'action propres au travail social. Elle perd ainsi beaucoup de sa capacité à entrer en relation avec les nouvelles formes de marginalité - appelant de nouvelles formes d'aide et d'accompagnement de ces publics, portés par des bénévoles qui doivent ré-inventer les modalités de l'action, défricher ces nouveaux terrains, construire ses propres savoir-faire sur l'expérience, et *in fine*, organiser une coopération en réseau pour pallier l'absence totale de ressources institutionnelles.

Les Roms migrants d'Europe de l'Est, pour des raisons sociales, culturelles, historiques qu'on ne détaillera pas ici, ne partagent ni la philosophie individualiste, ni la culture du contrat, ni la logique du droit qui serait nécessaire pour entrer dans le schéma de l'accompagnement social à la française. Ils ont en outre une culture orale et un rapport au temps qui rendent difficiles les références au passé et à l'avenir qui donnent sens à la notion d'accompagnement. Ce dernier point pourrait les faire ressembler au public de gens à la rue ou de jeunes en déshérence qui éprouvent également une grande difficulté à se projeter dans le temps et à capitaliser l'expérience passée, mais c'est un peu trompeur, car dans ces cas, il s'agit d'un rapport pathologique au temps, tandis qu'il semble bien que pour les Roms il s'agisse d'un trait culturel distinctif à part entière.

Pour ces raisons, l'accompagnement - puisque ces réseaux ne renoncent pas à leur action - ressemble à un éternel recommencement, et semble pour les militants parfois davantage tenir du piétinement sur place que du chemin. La situation est encore aggravée par les fameuses dispositions transitoires, qui ont instauré un «jeu» étrange entre les Roms et les autorités, de nécessité pour les premiers de rentrer tous les 3 mois au pays afin de remettre à zéro son droit au séjour et

d'incitations au départ instrumentés par les dernières (politique du chiffre). Mais ces voyages «pendulaires» ont pour effet de détruire à chaque fois les avancées vers la stabilisation obtenue par le réseau, notamment en termes de scolarité des enfants.

Les membres actifs du réseau ont le sentiment qu'ils ne sont occupés que d'assurer la survie. Mais est-ce exact ? On peut en douter quand on constate ce fait massif : les Roms ne sont, au fond, pas demandeurs. Ou alors de quelque chose de très simple.

Un public sans demande ?

Les Roms ne sont pas globalement demandeurs de l'insertion sociale dont rêvent les militants du réseau. A quelques exceptions près, ils ne sont pas à l'initiative des démarches entreprises. Ils n'opposent pas de refus, mais une certaine forme d'inertie, on pourrait dire d'accord passif : on le voit très nettement sur le plan de la scolarisation, qui tient si à coeur des militants du réseau qu'ils en ont fait un de leurs principaux chevaux de bataille. Cela ne veut pas dire que les Roms ne sont demandeurs de rien. Mais leur demande apparaît d'abord négativement : ne pas être expulsés, tracassés, contrôlés, méprisés. Qu'on leur laisse en quelque sorte le champ libre pour déployer leurs compétences à la survie. Qui sont grandes ! C'est un public qui devrait à première vue être classé parmi les plus vulnérables, du fait de la présence massive parmi eux de très jeunes enfants, de bébés, de femmes enceintes très jeunes, de vieillards. Et pourtant, ces gens arrivent à survivre dans des conditions extrêmes, à élever et nourrir leurs enfants, à entretenir les relations sociales au sein des groupes, et même à conserver une certaine vie culturelle (musique, chants et danse par ex) - le tout selon des critères et dans des mesures que nous récuserions, mais que nous devons constater et dont il faut bien avouer que les ressorts échappent au citoyen français lambda, y compris militant engagé. Les aides mobilisées par le réseau de solidarité entrent bien évidemment dans les ressources que les Roms captent pour cette survie. Mais c'est sans souscrire au but final des réseaux - qu'on le décline en termes d'intégration ou d'insertion.

A partir de ce constat, s'il est fondé, on doit se demander : quelle est la raison profonde de cet accompagnement qui mobilise de la part de ceux qui l'effectuent une énergie considérable, entièrement gratuite, non sans risque et souvent non gratifiante, puisque les résultats attendus sont rarement au rendez-vous ou quand il y en a, restent très précaires ?

Inquiétante et fatale étrangeté

Mais est-ce bien l'intégration d'un public concret, singulier qui se joue ici ? ne s'agirait-il pas aussi de quelque chose qui concerne le rapport de notre société à elle-même. Qui accompagne qui ? Les réseaux de solidarité implantés dans les villes centres (Lyon, Saint Etienne, Grenoble pour notre région) accompagnent, tout autant que les Roms, les concitoyens de leur cité et leurs institutions vers l'«*inquiétante étrangeté*» que suscite dans nos vies normalisées et civilisées «à mort» cette population errante. Les militants du réseau invitent, obligent, leurs concitoyens à faire le chemin qu'ils ont fait eux-mêmes, surmontant leurs peurs. Ils les invitent à accepter le trouble que provoquent en eux la figure du Rom. Il y a peut-être là un malentendu tragique. Nous les voyons et les voulons nomades. Mais eux n'ont pas d'autres ambitions que de vivre, tout simplement, hors de cette errance imposée et harassante.